

**ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 203**

**du 26 MAI 2026**

**mettant en demeure la société Sairstahl AG de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de Schoeneck en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**

Le préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le livre V du code de l'environnement, en particulier l'article L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 nommant M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 modifié imposant à la société Sairstahl des prescriptions complémentaires pour la mise en conformité (bilan de fonctionnement) de l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Schoeneck ;
- Vu** le rapport du 1<sup>er</sup> avril 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection de l'environnement ;
- Vu** le courriel du 1<sup>er</sup> avril 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est transmettant le rapport d'inspection et informant la société Sairstahl de la mise en demeure envisagée à son encontre ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 15 avril 2026 ;
- Vu** les résultats d'analyse des eaux résiduaires du premier trimestre 2026 transmises sur l'application GIDAF ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 6.2.7 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 modifié :

« Un contrôle trimestriel des eaux résiduaires de la résurgence du Mondsee doit être réalisé par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées. [...] Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures » ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 19 mars 2026, il a été constaté :

- que les prélèvements et analyses sont réalisés par la société Saerstahl, qui n'est pas un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement référencé sur le site LABEAU Environnement – gestion des agréments laboratoire,
- que les prélèvements sont réalisés à partir d'un échantillon ponctuel ;

**Considérant** de ce fait que les dispositions de l'article 6.2.7 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 6.2.5 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 modifié :

« [...]Ces eaux doivent respecter les valeurs limites de rejets suivantes : Arsenic : 0,1 mg/l [...] » ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 19 mars 2026, il a été constaté que la valeur limite d'émission en concentration de l'arsenic n'est pas respectée pour l'ensemble des mesures trimestrielles de 2025 ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 6.2.5 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 31 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

« [...] La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C [...] » ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 19 mars 2026, il a été constaté que la température des effluents rejetés n'est pas analysée ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 31 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne sont pas respectées ;

**Considérant** que ces manquements sont de nature à créer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société Saerstahl AG, sise lieu-dit « Vieux Crassier » sur les communes de Schoeneck et Stiring-Wendel, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 6.2.7 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 modifié :  
« Un contrôle trimestriel des eaux résiduaires de la résurgence du Mondsee doit être réalisé par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.

[...] Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures » ;

- l'article 6.2.5 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 modifié :  
« [...] Ces eaux doivent respecter les valeurs limites de rejets suivantes : Arsenic : 0,1 mg/l [...] » ;
- l'article 31 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :  
« [...] La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C [...] ».

**Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :**

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle) pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4 :**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Saarlouis et dont copie est adressée, pour information au maire de Schoeneck et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Jérôme Seguy

